

# LUCIA SINAPI-THOMAS

## Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini

Bonjour Mesdames et Messieurs. En 1972, un groupe de 100 scientifiques, économistes, chefs d'entreprise et anciens responsables politiques, se faisant appeler le Club de Rome, publiait Halte à la croissance ?. Ce manifeste remettait en cause notre modèle de développement au vu de nos ressources terrestres limitées. Où en sommes-nous 50 ans plus tard ? La communauté internationale s'est résolument mobilisée avec les sommets de Rio et de Kyoto et une étape décisive a été franchie à la COP 21 de Paris, où 196 pays se sont engagés collectivement à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius en fixant des orientations claires en ce sens. Bien entendu, les COP suivantes ont permis de nouvelles avancées et la récente COP 27 en Égypte a convenu du principe d'un fonds de compensation pour les pertes et dommages causés par les catastrophes climatiques. Il convient également de citer la création d'un fonds d'adaptation, les alignements sur la taxonomie, les obligations de reporting, l'adoption de règles, etc. Cette limitation du réchauffement climatique passe nécessairement par une réduction drastique des émissions de carbone d'ici le milieu du siècle. À ce stade, certains diront qu'en l'absence d'engagements nationaux pour y parvenir, l'objectif de zéro émission d'ici 2050 reste un vœu pieux. En fait, l'adaptation au changement climatique a un coût. La transition vers une énergie plus propre, comme nous l'avons vu avec les panneaux solaires ou les batteries, nécessite des ressources considérables, en l'occurrence des minéraux et des métaux qui sont plutôt rares sur terre. Nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'un changement de paradigme est nécessaire en matière d'utilisation des ressources naturelles. En ce moment même, se tient à Montréal la COP 15 sur la diversité biologique, dont l'objectif est de sanctuariser 30 % des terres et des mers d'ici 2030.

L'aspect positif est le rythme d'innovation sans précédent auquel nous assistons aujourd'hui dans tous les domaines. Cela s'explique non seulement par les nouvelles technologies, mais aussi par les nouvelles ressources financières disponibles provenant en particulier de l'industrie du capital-risque et du capital-investissement, faisant ainsi des start-ups une nouvelle source d'innovation. Et cela concerne aussi bien l'espace numérique que les domaines à plus forte intensité capitaliste comme les technologies profondes et les technologies propres. Autre bonne nouvelle, le monde de l'entreprise fait désormais sien l'impératif de durabilité non seulement du point de vue du reporting et de la conformité, mais aussi en tant que levier pour repenser l'ensemble de la chaîne de valeur, des chaînes d'approvisionnement à la production industrielle, en passant par les opérations et les modèles économiques, avec bien sûr la technologie comme catalyseur.

La question aujourd'hui n'est donc pas de savoir si nous allons agir, mais comment. Comment accélérer la mise à l'échelle de technologies prometteuses qui n'en sont aujourd'hui qu'à leurs



balbutiements, comme le captage du carbone et les carburants synthétiques, par exemple ? À quelle vitesse pouvons-nous opérer la transition vers les énergies propres, l'éolien, le solaire et en particulier l'hydrogène ? Comment faire plus avec moins, moins de rejets, moins de déchets ? Comment l'économie circulaire peut-elle contribuer à la décarbonation et à la transition énergétique ?

Pour débattre de ces questions, j'ai le plaisir d'accueillir ici sur scène un panel mixte, dont un membre, Bruno, se joindra à nous en visio.